

DEVELOPPEMENT LOCAL

Alger n'a pas les moyens des grandes capitales

Plus de 70 milliards de dinars seront dégagés comme budget supplémentaire pour l'année 2011 afin de réaliser les différents programmes (économique, culturel et social) destinés à la ville d'Alger.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) - «Les efforts de la commission ont été axés sur l'équipement et l'investissement dans le but de faire d'Alger une capitale comme toutes les capitales du monde», a indiqué jeudi M^{me} Saliha Lardjane, membre de l'Assemblée populaire de wilaya d'Alger et présidente de la Commission des finances, de l'économie et de la promotion de l'investissement.

Plus de la moitié du budget, soit 69% (plus de 48 milliards de dinars) sera consacrée à l'équipement et l'investissement tandis que 31 % (21 milliards de dinars) seront dégagés pour la gestion.

Réunis en session ordinaire, les membres de l'APW ont écouté la présentation du bilan annuel 2010 de l'activité de la wilaya avant d'étudier et d'adopter le projet du budget supplémentaires de 2011.

Certains des membres ont saisi l'occasion pour soumettre au wali quelques problèmes liés à leurs centres d'intérêts.

Dans son rapport, la commission des finances, de l'économie et de la promotion de l'investissement estime que le budget 2010 enregistre un déficit de plus d'un milliard de dinars, ce trou concerne les frais de gestion (taxes et impôts).

«Cela n'a guère empêché l'inscription d'autres nouveaux projets dans les deux budgets prévisionnel et supplémentaire 2011, ce qui est rassurant», a affirmé M^{me} Saliha Lardjane.

Revenant sur les nombreux projets lancés ces

dernières années dans la capitale, M^{me} Saliha Lardjane fait remarquer que ceux inscrits avant 2007 n'ont pas encore été entamés.

Ceux qui sont réalisés sont généralement livrés avec beaucoup de retard.

«Le développement rapide de l'urbanisme a obligé la wilaya à fournir des efforts qui dépassent ses moyens. La gestion de ces différents projets exige une rigueur professionnelle, une haute qualification technique, des entreprises puissantes et des moyens financiers et humains qui cadrent avec la grandeur de ces pro-



Photo : Samir Sid

grammes», a-t-elle plaidé. Malheureusement, ce n'est pas souvent le cas.

La présidente de cette commission reconnaît

que gérer ces projets avec les moyens actuels de la wilaya «est une mission difficile et fatigante pour nos cadres. Mais

nous devons poursuivre nos efforts et relever le défi», a-t-elle soutenu, se contentant d'inviter les chefs de projets à respec-

ter les délais de réalisation, à suivre l'exécution de leurs projets et à dépenser «raisonnablement» l'argent public.

«Nous sommes certains que les moyens nécessaires viendront progressivement, avec le temps, lorsque Alger aura, dans un avenir proche, une loi propre à elle.»

Couvrir les dettes, élaborer un plan de développement économique, culturel et social à court terme et achever la réalisation des projets enregistrés avant 2007, sont parmi les plus importantes recommandations proposées par la commission des finances, de l'économie et de la promotion de l'investissement.

I. B.

LE CLA RÉAGIT AUX DERNIERS RÉSULTATS DES EXAMENS

Un signe de fuite en avant du ministère

Le Conseil des lycées d'Algérie (CLA), fraîchement implanté à Oran, n'a pas manqué de faire entendre sa voix en réagissant aux derniers taux de réussite des examens de fin d'année notamment au BEM.

Dans un communiqué transmis à notre rédaction locale, les membres du CLA dénoncent «la poursuite de la fuite en avant... ce taux de réussite ne prouvant aucunement la réussite de la réforme» lit-on, en réaction aux propos du ministère qui attribuait les résultats à la réforme de l'éducation. Les animateurs du CLA à Oran tirent la sonnette d'alarme sur cette situation générale qui met en péril l'avenir des élèves et de s'en expliquer : «Ce taux de réussite est obtenu de manière presque artificielle puisqu'il peut être boosté suivant la qualité des sujets, le barème des corrections...» et nos interlocuteurs de rajouter que les barèmes sont faits de

telle façon à ce que l'on affecte la plus grande note aux exercices les plus faciles. Une politique du nombre que le CLA refuse, même s'il ne veut pas en la matière se mettre à dos les parents et les élèves.

D'ailleurs, les enseignants affiliés au CLA nous prédisent dans la continuité un taux aussi record au baccalauréat avec les conséquences et les problèmes qui vont se poser à l'enseignement supérieur



Photo : DR

qui n'a pas les moyens de faire face à une telle arrivée d'étudiants sauf si ce n'est à leur tour de jouer la poli-

tique du nombre. Pour le palier secondaire, les représentants du CLA aussi laissent entrevoir une

prochaine rentrée scolaire des plus tendues à cause, lit-on dans le communiqué, «des conditions dans lesquelles seront placés les élèves en première année secondaire, avec le nombre d'élèves par classe car nos infrastructures ne suivent pas l'augmentation du taux de réussite croissant d'année en année sans tenir compte de la qualité...» Et de conclure en revendiquant un vrai bilan de la réforme «pour la réformer» et la tenue d'une conférence nationale regroupant toute la société pour signifier que l'école est l'affaire de tous.

Fayçal M.

19^e ANNIVERSAIRE DE L'ASSASSINAT DE MOHAMED BOUDIAF

Cérémonie de recueillement au cimetière El Alia

Une cérémonie de recueillement à la mémoire du regretté président Mohamed Boudiaf a eu lieu hier au cimetière El Alia (Alger), à l'occasion du 19^e anniversaire de son assassinat.

Cette cérémonie s'est tenue en présence de membres de l'ex-HCE (Haut conseil de l'Etat), de sa famille, de ses compagnons de lutte ainsi que des membres de la Fondation Mohamed Boudiaf.

La fatiha du Saint Coran a été lue à la mémoire du défunt et une gerbe de fleurs déposée sur sa tombe.

L'ancien chef du gouvernement, M. Reda Malek a estimé, dans une allocution, que cette cérémonie exprimait la fidélité à la mémoire du défunt qui avait longuement servi l'Algérie.

Le défunt Boudiaf, a-t-il souligné, était l'un de ceux qui avaient déclenché la glorieuse Révolution de



Photo : DR

novembre et l'avaient menée jusqu'à la victoire et l'indépendance, rappelant que le défunt avait également répondu à l'appel de la patrie au moment où elle traversait des

moments difficiles. Mohamed Boudiaf a été assassiné le 29 juin 1992 à la maison de la Culture d'Annaba, alors qu'il prononçait un discours.

A l'issue de cette cérémonie, toutes les personnes présentes se sont dirigées vers la tombe du défunt moudjahid Slimane Amirat, ancien président du M.D.R.A où elles ont lu la Fatiha et déposé une gerbe de fleurs sur la tombe du défunt.

Slimane Amirat est décédé, rappelle-t-on, alors qu'il se recueillait devant le cercueil du président défunt, Mohamed Boudiaf pour un dernier hommage.

Les personnes présentes ont rappelé les qualités et positions patriotiques de Slimane Amirat qui avait dit : «Si je devais choisir entre l'Algérie et la démocratie, je choisirai l'Algérie.»

APS

KHENCHELA

Un médecin chef d'une clinique privée placé sous mandat de dépôt

Un médecin spécialiste, chef d'une clinique privée au chef-lieu de la wilaya de Khenchela, a été placé sous mandat de dépôt, avant-hier, par le procureur général du tribunal de Khenchela pour importation illégale de produits médicaux et possession de médicaments sans factures.

La clinique en question a fait l'objet d'une fouille par les services de police suite à des informations faisant état que le propriétaire agit d'une façon illégale et vend des produits interdits destinés aux femmes, surtout ceux pour les avortements et aux accouchements.

Présenté devant le procureur, le mis en cause a été mis sous mandat de dépôt.

Benzaïm Abdelouahab